

Introduction

Marges, marginalité et marginalisation dans le Brésil contemporain

Margaux De Barros, Kevin Kermoal, Frédéric Louault¹

Sois marginal, sois un héros.
Hélio Oiticica

Le 12 juin 2000, les médias brésiliens interrompent leurs programmes télévisés pour diffuser en direct les images d'une prise d'otage sur la ligne de bus 174 à Rio de Janeiro. Les journalistes utilisent le terme « marginal » pour désigner l'auteur du méfait, Sandro Barbosa do Nascimento, un jeune homme de 22 ans sans domicile fixe. Après plusieurs heures de négociations, le preneur d'otage descend du bus avec une femme comme bouclier humain. La police ouvre le feu et la femme est tuée dans la fusillade. Le « marginal » meurt quelques minutes plus tard par asphyxie, dans le véhicule de police. En 2002, dans le documentaire *Ônibus 174*, José Padilha illustre le traitement médiatique de cette prise d'otage, retrace la vie de Sandro Barbosa et analyse les éléments biographiques ayant pu être décisifs dans son passage à l'acte. Le terme « marginal » employé par les médias interpelle. Il renvoie à un ensemble de représentations négatives portant sur la criminalité et la violence. L'individu incriminé recoupe des caractéristiques d'une identité sociale défavorisée : parce qu'il est noir et criminel, il est certainement pauvre et habitant des favelas. L'emploi de ce terme par les médias est alors révélateur de la conception de la marginalité au milieu des années 1990 et au début des années 2000, période pendant laquelle le problème de la violence urbaine est placé au cœur de l'agenda médiatique et politique. Néanmoins, il s'ancre dans un imaginaire collectif plus large portant sur les individus défavorisés, dont les modes de vie et pratiques de l'habitat sont considérés comme des dérèglements de l'ordre social. Cette étiquette du « marginal », loin de s'être estompée, apparaît encore de façon récurrente dans les discours médiatiques et politiques. Le 30 mai 2022,

¹ Les contributeurs tiennent à remercier les évaluateurs anonymes de l'ouvrage pour la rigueur de leur travail et la pertinence de leurs remarques.

Jair Bolsonaro emploie ce terme péjoratif pour désigner Genivaldo de Jesus Santos, assassiné quatre jours plus tôt. Citoyen noir issu de la région de Sergipe et sujet à une maladie mentale, il est asphyxié par des membres de la police routière fédérale après avoir été arrêté pour une banale infraction (non-port du casque). En disqualifiant Genivaldo de Jesus Santos, Bolsonaro tente de minimiser ce meurtre et affiche son soutien total aux policiers et à leur *modus operandi*.

La construction historique et l'étude scientifique des marges en Amérique latine

Pour comprendre comment la figure du « marginal » s'est construite et pour mieux saisir les concepts de marge, de marginalité et de marginalisation, il nous semble important de retracer l'évolution historique et scientifique de leur usage. La représentation de la réalité à partir de l'idée de marge s'est cristallisée au Brésil autour de la notion de marginalité, érigée à travers différentes approches et positions idéologiques, en variable explicative fondamentale de la « spécificité de l'Amérique latine »² d'après-guerre. La dimension spatiale de la marginalité est mobilisée par la géographie physique dès les années 1950 pour expliquer l'expansion des villes et la position périphérique des quartiers construits aux abords des grandes métropoles, la marginalité spatiale désignant, au-delà d'une position périphérique, des zones et des populations mises à l'écart d'infrastructures, d'équipements et de voies de communication, dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation effrénées. À mesure de l'intensification des enjeux liés à la pauvreté urbaine, la notion de marginalité gagne une portée socioculturelle et socio-économique, dimensions autour desquelles se structurent les débats scientifiques à partir des années 1960. Revêtant un caractère multidimensionnel qui permet d'y inclure une variété d'enjeux caractérisant le développement des sociétés latino-américaines, la catégorie « marginalité » est investie par les champs de la géographie sociale, de la socio-anthropologie et de l'économie.

Dans les années 1960, la notion de marginalité alimente un débat scientifique qui marque profondément ses évolutions et usages contemporains. D'une part, l'approche libérale considère que les sociétés dites sous-développées se caractérisent par un dualisme structurel dans le passage d'une société traditionnelle à une société moderne, appelé processus de modernisation, qui implique la coexistence d'un secteur moderne et d'un autre traditionnel, caractérisé par des valeurs, activités et conduites appartenant à une période antérieure³. La marginalité serait un état d'intégration non accomplie dans les institutions et valeurs de la société industrielle moderne, causé par une résistance ancrée dans des pratiques économiques, sociales et culturelles dites

² M. Cortés, « Modernización, dependencia y marginalidad: itinerario conceptual de la sociología latinoamericana », *Sociologías*, vol. 14, 2012, p. 222.

³ *Ibid.*

traditionnelles⁴. Mené par l'École de Chicago, ce courant s'intéresse aux « populations marginales », individus et groupes situés en marge de la société « moderne » du fait de leur mode de vie. L'étude des représentations et des comportements des agents sociaux fonde cette approche culturelle, et souvent culturaliste, de la marginalité, dont l'inspiration paradigmatique se trouve dans la « culture de la pauvreté » développée par Oscar Lewis, qui influencera considérablement les travaux sur la pauvreté urbaine⁵. Les théories de la marginalité d'inspiration écologique et culturaliste dépassent le champ académique pour intégrer au Brésil les espaces politiques institutionnels, qu'ils soient publics ou privés.

La dichotomie traditionnel/moderne implique une origine et une destination, une situation de fait et une situation idéale, et repose donc sur une vision normative du développement. L'approche libérale considère la marginalité comme le résultat d'un processus non accompli d'intégration, désigné par le terme de sous-développement, corrigible par les remèdes de l'économie classique, comme des taux de croissance élevés et des politiques de développement. À cette vision libérale, écologique et culturaliste, portée par les théories de la modernisation et de la marginalité, se dresse une critique économique-structurelle fondée sur une lecture marxiste de la théorie de la dépendance, qui considère que ce sont les dysfonctions du système socio-économique et politico-institutionnel libéral qui sont responsables des inégalités⁶. Selon cette approche, la marginalité n'est pas l'expression d'une transition non accomplie, mais une composante ancrée dans le fonctionnement des formes de capitalisme monopoliste⁷. Elle n'est donc pas un état mais fait référence à un processus (la marginalisation) attribué aux lois de l'accumulation capitaliste et à l'incapacité du processus d'industrialisation substitutive d'absorber la force de travail croissante⁸. Le problème est alors d'ordre politique et non pas technique, et sa résolution ne passe pas par des politiques de développement, la croissance étant bloquée pour des raisons structurelles qui demandent une rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie nationale⁹, mais par l'inversion du modèle de développement économique, avec un investissement

⁴ Voir notamment DESAL – Centro para el desarrollo económico y social de América Latina, *América Latina y desarrollo social*, Barcelone, Herder, 1965 ; G. Germani, *El concepto de marginalidad. Significado, raíces históricas y cuestiones teóricas, con particular referencia a la marginalidad urbana*, Buenos Aires, Ediciones Nueva Visión, n° 29, 1973 ; A. Salvia, « Consideraciones sobre la transición a la modernidad, la exclusión social y la marginalidad económica. Un campo abierto a la investigación social y al debate político », in A. Salvia et E. C. Chávez, *Sombras de una marginalidad fragmentada. Aproximaciones a la metamorfosis de los sectores populares de la Argentina*, Buenos Aires, Miño y Davila, 2007.

⁵ Voir en particulier ses travaux sur le Mexique et Porto Rico : O. Lewis, *Five Families: Mexican Case Studies in the Culture of Poverty*, New York, Basic Books, Inc., 1959 ; O. Lewis, *La Vida: A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty: San Juan and New York*, New York, Ramdon House, 1966.

⁶ A. Salvia, *op. cit.* ; A. S. Bailly, « La marginalité, une approche historique et épistémologique », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, 1995, p. 109-117.

⁷ N. Bautès et M. Maneiro, « Interrogaciones sobre la (in)formalidad política », *I Congreso Latinoamericano De Teoría Social ¿ Por qué la teoría social?* , Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, 2015, p. 4.

⁸ Voir notamment F. H. Cardoso et E. Faletto, *Dependencia y desarrollo en América Latina: ensayo de interpretación sociológica*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 1971 ; A. Quijano, *Notas sobre el concepto de marginalidad social*, CEPAL, 1966 ; M. Murmis, « Tipos de marginalidad y posición en el proceso productivo », *Revista Latinoamericana de Sociología*, vol. 2, 1969, p. 413-421.

⁹ A. Delfino, « La noción de marginalidad en la teoría social latinoamericana: surgimiento y actualidad », *Universitas humanística*, n° 74, 2012, p. 23.

productif et des politiques visant à freiner la fuite des capitaux. Le modèle d'industrialisation par substitution d'importations porté par la CEPAL en fut d'ailleurs une application concrète en Amérique latine dans l'entre-deux-guerres¹⁰. Les partisans de cette approche critiquent l'idée de « sous-développement »¹¹ et proposent le concept de dépendance. Cette dernière est considérée comme un trait particulier du capitalisme des économies périphériques, où les décisions affectant l'économie sont prises en fonction de la dynamique et des intérêts des économies centrales, dans une relation de subordination au centre¹². Ils insistent sur la nature politique des processus de transformation économique, l'enjeu étant à la fois de comprendre les luttes politiques entre groupes et classes, et l'histoire des structures économique-politiques de domination internes et externes.

Historiquement construite et intrinsèquement liée aux conditions de colonisation de l'Amérique latine, cette dépendance n'est pas forcément subie. Elle peut être parfois négociée, acceptée, adaptée, voire rejetée par les acteurs politiques et le système de classe d'un pays ou d'une région périphérique¹³. La théorie de la dépendance considère les activités centrales ou marginales par rapport à l'accumulation du pôle capitaliste dominant et passe donc d'une unité d'analyse des individus à celle des activités économiques. Paul Singer interprète la trajectoire économique en Amérique latine comme passant d'une dépendance consentie (Républiques) à une dépendance tolérée (développementalisme) puis à une dépendance souhaitée (néolibéralisme). En comparant la situation des populations marginales de l'Europe du XIX^e siècle et de l'Amérique latine du XX^e siècle, José Nun constate que la pauvreté urbaine liée au développement du capitalisme industriel existe certes dans les deux cas, mais si les premières sont des situations transitoires, les secondes représentent une réalité permanente, une structuration différente de l'espace social qui tient précisément à la mondialisation des rapports économiques et à la position qu'y occupent les pays latino-américains. Les approches en termes de dépendance partagent la représentation de la réalité sociale en termes de centralité et de périphérie et l'inscrivent dans des relations asymétriques¹⁴. En parallèle de ces critiques structurelles, une autre série de travaux démontre que les pauvres urbains ne sont pas « marginaux » ou exclus de la société, mais intégrés dans des dynamiques qui mènent souvent à leur exploitation économique. L'anthropologie et la sociologie urbaine brésiliennes ont grandement contribué à la remise en question des « mythes » de la marginalité, employés comme instrument pour le contrôle social des pauvres¹⁵. En considérant la marginalité comme un mécanisme de consommation collective qui détermine l'ordre social du pauvre urbain, Manuel Castells réaffirme la critique de l'idée de non-intégration. S'ils se retrouvent dans une position

¹⁰ N. Bautès et M. Maneiro, *op. cit.*

¹¹ Voir notamment F. H. Cardoso et E. Faletto, « Dependência e desenvolvimento na América Latina », in *Cinquenta anos de pensamento na CEPAL*, Rio de Janeiro, Record/CEPAL, 2000, vol. 2, p. 495-519.

¹² M. Cortés, *op. cit.*, p. 225.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 224.

¹⁵ L. A. Machado, « A política na favela », *Cadernos brasileiros*, Ano. IX, 41, 1967, p. 35-47 ; J. Perlman, *The myth of marginality: urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, Berkeley, University of California Press, 1976 ; L. Valladares, *Passa-se uma Casa: análise do programa de remoção de favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Zahar, 1978.

d'exploitation, ils n'abandonnent pas pour autant les aspirations de « transformation sociale » à travers la lutte quotidienne pour les services urbains ou la « consommation collective ». Ces approches rejoignent les critiques économico-structurelles de la lecture libérale de la marginalité, en considérant que les marges sont intégrées au système, mais dans une relation asymétrique qui ne leur permet pas d'accéder aux bénéfices de leur participation à ce système. De plus, ces approches mettent en évidence les logiques multiscalaires qui régissent le phénomène de marginalité. Leurs auteurs considèrent que la condition urbaine des classes populaires ne peut être appréhendée qu'au regard des rapports de domination économiques qui structurent les sociétés en articulant différents niveaux de pouvoir (du quartier à l'État).

Contestée dans les années 1970 pour sa faible capacité à expliquer la pauvreté urbaine, la notion de marginalité s'efface peu à peu des débats publics et scientifiques au profit d'autres notions comme celle d'informalité. Introduite par Hart¹⁶, la notion de « secteur informel », mobilisée pour faire référence au travail de subsistance et aux sources de revenus des populations pauvres, est reprise et conceptualisée dans un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui en définit les caractéristiques principales, légitimant le concept auprès des institutions politiques et académiques. Le secteur informel serait caractérisé par une facilité d'entrée, une dépendance aux ressources locales, une échelle d'opération réduite, une technologie adaptée, des compétences acquises en dehors du système scolaire formel et des marchés compétitifs et dérégulés¹⁷. Cette conception de l'informalité, qui se fonde sur l'idée d'une « économie duale » développée par Arthur W. Lewis¹⁸, perpétue une lecture dualiste des phénomènes étudiés, autour d'une logique bisectorielle, semblable à celle diffusée par l'École de Chicago. Pour l'approche structuraliste, l'informalité dans les sociétés périphériques est l'expression de la nature inégale du développement, le rôle de l'État étant d'opérer un rééquilibrage des clivages économiques. Cette approche de l'informalité porte sur la compréhension de la structure interne et de la fonction du secteur informel, en se concentrant sur la détermination d'individus, groupes ou entreprises comme relevant d'une catégorie spécifique que serait le secteur informel¹⁹.

En 1986, les travaux de l'économiste péruvien Hernando de Soto en faveur du secteur informel proposent une approche plus légaliste de l'informalité économique²⁰. Toutefois, malgré des divergences théoriques et une tentative de rompre avec le concept de marginalité, la notion d'informalité en reproduit certains traits. L'informalité est ainsi considérée comme une « stratégie de survie », mobilisée par le pauvre avec « ingénuité et esprit d'entreprise », et ne se limite pas à désigner un

¹⁶ K. Hart, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana », *The Journal of Modern African Studies*, 11/1, 1973, p. 61-89.

¹⁷ International Labour Organization (ILO), *Employment, incomes and equality: a strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève, ILO, 1972.

¹⁸ A. W. Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School*, 1954, vol. 22, n° 2, p. 139-191.

¹⁹ N. Alsayaad, « Urban informality as a 'new' way of life », in A. Roy et N. Alsayaad (éds), *Urban informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia*, Lanham, Lexington Books – Rowman & Littlefield, 2004, p. 7-30.

²⁰ H. de Soto, *El otro sendero: La respuesta económica al terrorismo*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986.

secteur défini et statique, au profit de l'inclusion de toutes les activités extralégales²¹. Les approches structuralistes attribuent l'informalité aux régulations excessives de l'État plutôt qu'aux dynamiques du marché du travail : l'« entrepreneur informel » est présenté comme un « héros économique » qui survit et prospère en dépit des mesures de contrôle imposées par l'État, l'activité informelle représentant un moyen de dépasser les barrières légales²². Ses effets et son rôle dans la croissance économique diffèrent également de l'approche légaliste, l'informalité pouvant être profitable au développement d'une économie capitaliste compétitive, en permettant une réduction des importations et en fournissant des biens et services. Cette approche de l'informalité a bénéficié d'un soutien politique important, en proposant un mode de développement basé sur des mécanismes de marché, inspirant de nombreux programmes d'obédience néolibérale.

Au-delà des débats académiques et politiques, la définition des marges et de la marginalité est l'enjeu de luttes culturelles, manifestées par exemple avec l'émergence du courant artistique « marginal » dans les années 1960. L'artiste Hélio Oiticica fut l'un des précurseurs de cette culture marginale, appelée *marginália* au Brésil. Son œuvre *Seja marginal, seja herói* (« sois marginal, sois un héros »), réalisée en 1968, a suscité d'importantes réactions, en pleine dictature militaire. S'émancipant de la vision à la fois culturaliste et marxiste de la marginalité, certains poètes, à l'image de Cacaso et de Paulo Leminski, se saisissent de cette notion pour casser les normes et produire des œuvres culturelles populaires qui sortent des circuits de diffusion commerciaux tout en déjouant la censure. Ce courant, inspiré de la contre-culture, regroupe désormais des artistes issus de la « périphérie » et qui revendiquent leur appartenance territoriale. Ils valorisent la liberté du « marginal » qui vit à l'extérieur des normes imposées par la société et s'opposent à l'image du marginal, fréquemment confondue avec celle du hors-la-loi. Cet usage du terme « marginal » par les médias de communication, assimilé à « criminel », renvoie exclusivement à la violence perpétrée par des individus issus des classes populaires et qui accumulent des stigmates sociaux et spatiaux. À partir des années 1990, dans un contexte marqué par les « violences urbaines » qui touchent les grandes métropoles brésiliennes, cette désignation péjorative occupe régulièrement le débat public. Cette vision normative de la marge, du marginal et de la marginalité pourrait faire douter de son intérêt heuristique. Néanmoins, il nous semble au contraire important de déconstruire les représentations sociales qui sous-tendent son utilisation et d'observer comment les agents sociaux y répondent ou se l'approprient. Les marges peuvent en effet être des espaces de créativité, à partir desquels il est possible de déployer de nouvelles pratiques citoyennes comme l'observent Martin, Marchal et Stébé à propos des marges urbaines²³. Enfin, ajoutons que l'usage scientifique de la notion de marge permet d'observer la construction mouvante de la réalité sociale et d'évacuer les analyses dichotomiques et dualistes.

²¹ N. Alsayaad, *op. cit.*, p. 13.

²² *Ibid.*

²³ E. Martin, H. Marchal et J.-M. Stébé (dir.), « Sociologie des nouvelles marges urbaines » (dossier), *Revue de l'Institut de sociologie*, Université libre de Bruxelles, vol. 99, 2020.

Si la construction historique du concept s'est faite autour de la seule notion de marginalité, trois déclinaisons nous semblent devoir être articulées et viennent nourrir les réflexions du présent ouvrage : 1) la *marge* en tant qu'espace de différenciation ; 2) la *marginalité* en tant que situation individuelle ou collective, voire stigmatisée lorsqu'il est fait référence à l'état d'être *marginal* ; 3) la *marginalisation* en tant que processus sociopolitique.

Marge, marginalité et marginalisation : triptyque conceptuel

Le terme « marge » trouve son origine dans la racine latine *margo*, qui signifie « bord » ou « bordure ». Cette bordure ou limite, « dotée de quelque épaisseur et considérée comme en position de subordination »²⁴ – selon le dictionnaire critique *Les Mots de la géographie* – renvoie à ce qui se situe en marge, en périphérie par rapport à un centre, tout en impliquant une relation hiérarchique. Investie par la géographie pour expliquer les phénomènes liés à l'expansion des villes latino-américaines, cette définition renvoie au signifiant spatial et à la position géographique de la marginalité. *A priori*, la marge peut donc être définie comme un espace de relégation physique, situé en bordure, en dehors ou au pourtour d'un espace désigné comme central. Pourtant, la marge n'est pas systématiquement éloignée du centre et n'est donc pas synonyme de périphérie. La notion de marginalité implique quant à elle une dimension plus sociale. Les approches sociologiques considèrent la marginalité comme un état, qui renvoie à une position marginale par rapport à une norme sociale, ce qui implique de s'intéresser de près aux interactions et processus sociaux, qui font du marginal un sujet vivant en marge de la société, par son incapacité d'intégration ou par son refus de se soumettre aux normes sociales.

La marginalité recouvre donc à la fois une position géographique et un état social, ce qui implique une approche bimodale qui considère un signifiant spatial et un signifié culturel²⁵. Elle possède un caractère relatif, étant donné qu'elle est définie par rapport à un centre ou une norme. La marge existe nécessairement par rapport à un référentiel. Comme le soutient Agier, « il n'y a pas de marge en soi, mais une marge en relation »²⁶. Elle ne peut être isolée et séparée du monde social, dissociée des espaces et des interactions qui participent à sa reproduction, au risque de devenir inintelligible. La marge possède un caractère multidimensionnel et multiscale, en s'exprimant à travers différentes configurations (sociales, économiques, politiques, culturelles) et à différents niveaux d'analyse (quartier, région, État). Dans ses travaux sur les bidonvilles mexicains à la fin des années 1970, Larissa Lomnitz soulignait

²⁴ R. Brunet, R. Ferras et H. Théry, *Les Mots de la géographie*, Paris, Reclus/La Documentation française, 1992.

²⁵ A. Bailly *et al.*, « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie », *Géotopiques*, 1983, n° 1, p. 74.

²⁶ M. Agier, *De l'ethnographie des marges à l'anthropologie de la ville*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p. 22.

déjà cette malléabilité du concept de marginalité : « [L]es psychologues tendent à voir la marginalité en termes de changements de la personnalité et d'adaptation à la vie urbaine, alors que les économistes sont plus intéressés par les questions d'emploi et de développement ; de même, parmi les sociologues, certains considèrent la marginalité comme un phénomène touchant l'ensemble de la société et apparaissant dès la période coloniale, et insistent sur l'absence d'implication dans les processus politiques de prise de décision. »²⁷ Une décennie plus tôt, Pablo Gonzalez Casanova avait ouvert la voie avec en créant le concept de « marginalisme » (*marginalismo*)²⁸. Son approche réaliste énonçait une série d'indicateurs visant à mesurer les niveaux de marginalité, dans le but de distinguer les « participants » et les « marginaux » de la société mexicaine.

Cette notion n'est donc en rien uniforme, elle s'exprime au contraire à des intensités et degrés variables, en fonction des contextes historiques et des spécificités territoriales. Elle implique également une mise en espace de la société, structurée par l'idée d'un monde social partagé entre un centre correspondant à la norme sociale dominante et une périphérie rejetée en dehors de frontières en permanente redéfinition. Ainsi, penser la société en termes de marge permet d'organiser mentalement, mais aussi pratiquement, des phénomènes qui questionnent les principes fondateurs de l'ordre social. La spatialisation de la marginalité, qui est certes construite sur des éléments objectivables de localisation effective (centre/périphérie) de populations présentant certaines caractéristiques sociales (comme la pauvreté, le chômage ou la criminalité), s'inscrit également dans des contextes historiques, sociaux et intellectuels spécifiques (écoles de pensée et visions du monde dominantes). La « marge » caractérise en ce sens une transcription spatiale de la marginalité. Ainsi, loin d'être uniquement le fruit d'un découpage de l'espace, elle est indissociable des représentations qui la façonnent. Elle est le produit de discours, de pratiques de mise à l'écart et de représentations sociales formulées par (et souvent pour) les acteurs dominants, qui stigmatisent une frange de la population. Les acteurs politiques ou économiques en mesure d'imposer leur vision et division du territoire de manière légitime participent au façonnage et à la transformation de ces marges. Pris dans son sens plein, le couple concept marge/marginalité emprunte donc autant aux ressorts cognitifs que spatiaux, s'inscrivant aussi bien dans les esprits et les mentalités que dans des territoires. Au XXI^e siècle, ce concept de marges, moins figé que d'autres notions dichotomiques (comme inclusion/exclusion ou formel/informel), connaît un regain d'intérêt dans les sciences sociales. Le concept de marges urbaines a récemment été utilisé par plusieurs chercheurs en sciences sociales pour mieux comprendre les représentations stigmatisantes qui sous-tendent la formation des espaces marginalisés dans des contextes marqués par les inégalités sociales à l'instar des villes brésiliennes²⁹ ou

²⁷ L. Lomnitz, *Networks and marginality. Life in a Mexican shantytown*, 1977, p. 10.

²⁸ P. Gonzalez Casanova, *La Démocratie au Mexique*, Paris, Anthropos, 1969, p. 108.

²⁹ T. T. Rosa, « Penser por margens », in P. B. Jacques et M. S. Pereira, *Nebulosas do pensamento urbanístico*, tome I, *Modos de pensar*, Salvador, Edições da UFBA, 2018, p. 176-204.

celles du pourtour méditerranéen³⁰. Les chercheurs mettent également en évidence la façon dont les habitants marginalisés agissent et répondent aux violences symboliques qu'ils subissent.

Toutefois, les approches centrées sur les seules notions de marge et de marginalité ne donnent qu'une impression photographique, ponctuelle et statique d'un phénomène *in fine* complexe et dynamique. Le dernier élément de ce triptyque conceptuel, la marginalisation, permet de rendre compte de manière plus complète et processuelle de ces oscillations et des luttes de pouvoir qui les sous-tendent³¹. Le phénomène de marginalisation peut être défini comme « une mise en marge, autant dire à l'écart et en situation dominée, dépendante, hors du "centre" des décisions : on peut marginaliser une personne, un courant, une ligne politique, une langue, un peuple même »³². Le processus de marginalisation désigne donc le fait pour un individu ou un groupe de s'écarter, de s'exclure ou – le plus souvent – d'être exclu de la norme sociale, ce qui implique une rupture des liens sociaux. L'approche par la marginalisation, que nous privilégions dans le présent ouvrage, souligne également la dimension relationnelle des phénomènes de subordination et d'exclusion et met en exergue les rapports de pouvoir sous-jacents à la production de distanciations sociales et spatiales. En effet, la marginalisation, entendue comme une mise à l'écart constitutive de représentations et de normes sociales dominantes, est d'abord une construction sociale instable, marquée par d'innombrables oscillations. Il s'agit d'un processus non linéaire qui est l'objet de recompositions et de disputes constantes. À la différence de la notion d'exclusion, qui est souvent limitée aux espaces de la pauvreté marqués par le manque³³, la position marginale renvoie à une palette de situations, socio-économiques, politiques ou culturelles, et se caractérise à la fois par la relation au « centre » et par la fluidité. Quant à la notion de périphérie, elle traduit l'existence d'un monde relativement statique, partagé entre deux catégories plus hermétiquement séparées.

³⁰ B. Florin, O. Legros, N. Semmoud et F. Trouin (éds), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2014 ; N. Semmoud et P. Signoles (dir.), *Exister et résister dans les marges urbaines. Villes du bassin méditerranéen*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021.

³¹ Une approche similaire a déjà été mobilisée pour saisir les transformations urbaines dans le bassin méditerranéen : N. Semmoud et P. Signoles (dir.), *ibid.*

³² R. Brunet, R. Ferras et H. Théry, *op. cit.*

³³ D. Fassin, « Exclusion, *underclass*, *marginalidad* : Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, 1996. Sur le rapport entre exclusion et marginalité au Brésil, voir aussi J. de Souza Martins, *Exclusão social e nova desigualdade*, São Paulo, Ed. Paulus, 3^e éd., 2007.

La valeur performative de la marginalité

La marginalité n'est ni un phénomène naturel ni une fatalité subie à laquelle il serait possible ou non de remédier. Elle est d'abord le résultat d'un processus discursif, qui « ne vise pas à rendre visible un objet qui existe par ailleurs, mais, littéralement, à fabriquer cet objet »³⁴, et relève ainsi du pouvoir symbolique, qui permet de questionner la manière dont les activités de classification et de catégorisation contribuent à la construction de la réalité³⁵. Les termes choisis pour qualifier les individus ou groupes se situant en marge participent de la stigmatisation de ceux qui en sont les victimes, le vocabulaire renforçant la séparation radicale entre ceux qui trouvent place dans la société et ceux qui sont à ses marges³⁶. Ces représentations qui polarisent l'espace social ont des effets transformateurs sur les sociétés car, comme l'observe Pierre Bourdieu, « les représentations que les agents sociaux se font des divisions de la réalité contribuent à la réalité des divisions »³⁷. Ainsi, plus les individus ou groupes sont dotés de légitimité, plus ils sont en mesure d'imposer leurs représentations et de modeler la réalité sociale. Les représentations et discours dominants qui instituent la marge reposent sur des mécanismes de disqualification articulés autour de la morale, de la pauvreté, de la violence, de l'illégalité ou encore des valeurs. Les marges, construites à partir de ces représentations, seraient alors l'expression des dysfonctionnements du monde social. Pourtant, loin d'être caractérisés par l'anomie sociale, les lieux d'inscription de la marginalité constituent des bulles de « respiration » socio-économique, voire des espaces de refuge et de (re)socialisation.

Appréhender la société à travers le prisme de la marginalité permet de mettre en exergue les représentations et les pratiques sociales des divers acteurs qui participent au façonnage des marges et de renouer avec la tradition académique brésilienne qui, depuis les années 1960, place cette notion au centre des débats sociologiques. Pour ce faire, nous proposons d'étudier les interactions qui font bouger les lignes territoriales et cognitives de la marginalité dans la société brésilienne, et qui s'inscrivent souvent dans des pratiques conflictuelles telles que des politiques répressives (violences policières), des actions transgressives (criminalité, dégradations) ou des invectives à l'encontre des pouvoirs publics (manifestations, chansons engagées, etc.). Ce sont là les facteurs oscillatoires les plus visibles, facilement repérables pour les chercheurs. Mais l'intérêt pour ces interactions conflictuelles ne doit pas impliquer de négliger d'autres types d'interactions, moins visibles mais agissant de manière tout aussi puissante sur les logiques de marginalisation. Ainsi, les redéfinitions du cadre de la marginalité passent en effet par de nombreuses pratiques informelles qui lient les différents acteurs sociaux. Les travailleurs informels, collecteurs de déchets (*catadores de lixo*) et autres vendeurs ambulants (*camelôs*) qui se déplacent dans la ville viennent rompre au quotidien le rapport binaire à la marginalité. De même que les tagueurs (*pixadores*)

³⁴ Y. Barel, *La Marginalité sociale*, FeniXX (Presses universitaires de France), 1982, p. 47.

³⁵ L. Wacquant, « Marginalité, ethnicité et pénalité dans la ville néolibérale : une cartographie analytique », *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 83, 2013, p. 27.

³⁶ D. Fassin, *op. cit.*, p. 68.

³⁷ P. Bourdieu, « L'identité et la représentation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35, n° 1, 1980, p. 68.

des périphéries, qui grimpent aux immeubles pour y inscrire à la bombe de peinture leur propre alphabet et s'approprier des espaces privatisés par les classes moyennes et supérieures. Ou, dans le sens inverse, les jeunes des quartiers huppés qui se ravitaillent en drogues dans les quartiers marginalisés. La marge spatiale se fond dans les pratiques informelles et illégales, même si elle reste bien ancrée dans les représentations sociales. Enfin, les marges se reconstruisent à travers des pratiques tout aussi peu visibles de négociation, qui viennent régulièrement s'articuler aux interactions conflictuelles et informelles (les cas de corruption en sont un exemple).

Il s'agit alors de comprendre comment les conceptions et représentations normatives et souvent négatives de la marge sont imposées par les acteurs sociaux dominants et contribuent à façonner la réalité sociale. La compréhension des marges permet également d'opérer un décentrement, et – dans une logique relationnelle – d'observer que ces représentations peuvent aussi être instrumentalisées, contestées, voire renversées, par les acteurs désignés comme marginaux. Ainsi, la marginalisation recouvre un phénomène dynamique et sujet à controverses, les acteurs sociaux, institutionnels et académiques concourant à imposer leurs visions, pratiques et représentations de ce processus. Précisons enfin que le phénomène de marginalisation peut être volontaire : si certains acteurs s'emploient à déconstruire le stigmate de la marginalité, d'autres au contraire assument de se mettre en marge des normes dominantes, voire de s'isoler du reste de la société. Comme le souligne Solange Montagné-Villette, « ramener la marginalité à l'exclusion masque tout un pan de la réalité. Le problème est infiniment plus complexe. [...] La marginalisation sociale ne peut se concevoir comme dévalorisante que si elle est subie ; or, dans certains cas, elle est aussi choisie. La marginalisation spatiale a de la même manière évolué et se lit à différentes échelles ; au-delà des "bouts du monde", des ghettos traditionnels se multiplient les "ghettos dorés" ou plus exactement des espaces d'entre-soi où l'on s'isole/protège dans une démarche volontaire »³⁸.

Pourquoi étudier les processus de marginalisation au Brésil ?

Dans cet ouvrage, nous avons souhaité éclairer les concepts de marge et de marginalisation à partir de phénomènes sociaux et politiques brésiliens. Divers travaux ont déjà montré à quel point le Brésil constitue un stimulant laboratoire pour les sciences sociales³⁹. Les apports de l'étude du Brésil aux réflexions théoriques sur les marges et la marginalité confirment ce statut. D'abord, ces concepts ont été largement nourris et développés à partir du cas brésilien, il nous semble donc pertinent de perpétuer cette tradition sociologique, en observant la prégnance des représentations sociales dominantes mais aussi en examinant leurs évolutions et changements plus contemporains, induits notamment par différents cycles : la lente phase de démocratisation

³⁸ S. Montagné-Villette, « Les marginalités : du subi au choisi », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 84, n°3, 2007, p. 306.

³⁹ Voir par exemple G. Leturcq, F. Louault et T. C. Schneider Marques, *Le Brésil : un laboratoire pour les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2013.

(1974-1989) ; l'affirmation du paradigme néolibéral (1989-2002) ; la période de développement accéléré sous les gouvernements de Lula (2003-2010) ; puis la nouvelle instabilité et la crise de l'offre politique sur fond de ralentissement économique (2011-2022). Ensuite, le Brésil est une société en mouvement, dans laquelle les dynamiques sociales et politiques sont caractérisées par des transformations rapides et des changements de rythme parfois abrupts⁴⁰. La société brésilienne se présente ainsi comme un miroir grossissant, un accélérateur de particules sociopolitiques idéal pour tester empiriquement les réflexions théoriques et conceptuelles sur les processus de marginalisation. Les paradoxes apparents du Brésil nous invitent également à penser de manière plus fluide, et non dichotomique, le rapport à la marginalité.

En retour, cinq principaux motifs sous-tendent notre choix de nous intéresser aux processus de marginalisation pour approfondir ou actualiser les connaissances sur le Brésil contemporain. Le premier motif est celui de l'hypervisibilité des marges brésiliennes et leur incrustation dans un imaginaire collectif. Force est de constater que ce sont les lieux de transcription de la marginalité qui peuplent l'imaginaire et les représentations communes sur le Brésil. Le meilleur exemple est sans doute celui de la favela. Cet espace urbain, perçu comme défavorisé et désordonné, constitue l'un des éléments principaux de l'imaginaire collectif porté sur le Brésil à l'international. Les productions cinématographiques, qui placent la favela au centre du récit fictionnel ou documentaire, se sont multipliées ces dernières années. Ces supports audiovisuels véhiculent les représentations sociales portant sur l'exclusion ou la criminalité mais participent aussi à leur renversement. Ces images et ces représentations parfois stéréotypées ou qui bouleversent les stéréotypes ne sont pas sans effets et ont des conséquences sur les politiques publiques. La mise en tourisme des favelas, par exemple, découle d'une volonté de redorer l'image de ces espaces populaires. Renverser les représentations sur la criminalité et le désordre au profit de représentations positives sur la débrouillardise et les liens sociaux denses constitue alors un premier pas vers l'intégration du quartier au reste de la structure urbaine, laquelle se matérialise ensuite par une valorisation du sol et de l'immobilier, concomitante à l'arrivée de nouveaux habitants issus des classes moyennes. Cette hypervisibilité de la marge ne réside pas uniquement dans l'imaginaire collectif, mais se manifeste aussi matériellement. À Rio de Janeiro, les favelas sont visibles depuis les quartiers aisés. Dans les métropoles brésiliennes, de nombreux habitants de ces quartiers exercent des emplois subalternes dans les quartiers destinés aux classes moyennes et supérieures. Les habitants des marges s'entrecroisent donc constamment avec ceux d'autres espaces urbains.

Le second motif concerne les inégalités économiques et leur matérialisation dans l'espace. Si le phénomène de marginalisation partage de nombreux traits avec ceux observés dans d'autres contextes, il revêt des formes et une intensité particulières au Brésil, où les inégalités économiques sont très marquées et les pratiques de l'État envers (ou contre) les individus marginalisés historiquement s'avèrent brutales et répressives. La marginalisation opérée par certains acteurs sociaux dominants, publics et

⁴⁰ La considération des rythmes dans l'étude des changements sociopolitiques au Brésil a été popularisée par les travaux de plusieurs intellectuels français ayant séjourné et travaillé au Brésil dans les années 1930-1950 (notamment Jacques Lambert, Charles Morazé et Pierre Monbeig). Pour une synthèse de ces apports, voir R. Bastide, « Trois livres sur le Brésil », *Revue française de science politique*, 1955, vol. 5, n° 1, p. 110-118.

privés, tend à perpétuer et à légitimer la stratification sociale d'une part et l'usage de la violence comme mode de régulation sociale d'autre part. La construction de l'État brésilien marquée par d'importants phénomènes d'exclusions rend donc les marges plus saillantes. La forte ségrégation sociale, constitutive des inégalités, participe à l'hypervisibilité des marges, manifestée par le contraste et la division des espaces. Pourtant, comme le rappelle Licia Valladares⁴¹, ce sont les marges choisies à l'image des *condominios fechados* (quartiers fermés) qui s'écartent le plus des conditions sociales et matérielles moyennes des Brésiliens. Rappelons toutefois que malgré la forte fragmentation spatiale et sociale des espaces urbains brésiliens, la marginalité au Brésil est bien plus diffuse que concentrée. Contrairement aux quartiers populaires d'autres pays (Afrique du Sud, États-Unis) et aux poncifs véhiculés sur ces quartiers, les favelas sont caractérisées par une composition sociale et raciale hétérogène. Les personnes en situation de précarité y côtoient des individus de classe moyenne. Ajoutons que les personnes en situation de précarité n'habitent pas toutes dans les favelas. Enfin, si la marginalité est aussi visible et centrale dans l'économie domestique de nombreux habitants, c'est aussi parce que l'État brésilien n'est pas doté d'un système de protection sociale aussi développé que dans certains pays du Nord.

Le troisième motif concerne les interactions entre les marges et l'État. L'étude de la marge permet d'opérer un regard critique sur les représentations et les normes sociales dominantes. Elle met au jour la façon dont les modes de gouvernance des marges – qui découlent des représentations dominantes –, menée aussi bien par les acteurs privés que publics, entretiennent les inégalités sociales. Aussi, elle met en lumière la façon dont certaines politiques publiques déployées pour intégrer les marges – comme les programmes sociaux *Bolsa Família* (2004) puis *Minha Casa, Minha Vida* (2009) –, valorisées et vantées par les organismes internationaux, participent en fait à accentuer leur stigmatisation. Ainsi, ces observations rejoignent l'idée selon laquelle les marges ne s'opposent pas à l'État mais sont constitutives de l'État. Dans ce sens, l'État brésilien s'est construit et développé en basant son pouvoir et sa légitimité sur l'idée constante d'une intégration et d'un contrôle renforcé des espaces éloignés, considérés comme situés à la marge de l'État. Cette intégration des marges passe aussi bien par les installations et les infrastructures urbaines que par le développement d'activités économiques (agricoles ou minières, par exemple) ou la législation (recensements, etc.).

Cette observation sur le lien intrinsèque qui unit les marges à l'État s'inscrit dans le sillage des travaux de Veena Das et Deborah Poole⁴². Elles nous invitent à nous éloigner d'une conception de l'État comme « forme administrative rationnelle d'organisation politique » située à distance des marges, pour analyser « comment les pratiques et les politiques de la vie dans ces zones forment les pratiques politiques, régulatrices et disciplinaires qui constituent, d'une certaine manière, ce que nous appelons "l'État" »⁴³. Cette approche permet de repenser les frontières entre centre et périphérie, public et privé, légal et illégal. Le concept de marges de l'État n'est donc

⁴¹ L. Valladares, *A invenção da favela: do mito de origem a favela.com*, Rio de Janeiro, FGV Editora, 2005.

⁴² V. Das et D. Poole (éds), *Anthropology in the Margins of the State*, Santa Fe, School of American Research Press, 2004.

⁴³ *Ibid.*, p. 3.

pas spécifiquement corrélé à la notion de lieu ou d'espace physique ; il se configure à partir de l'administration et du gouvernement des groupes et des corps⁴⁴.

Le quatrième motif s'articule autour de la temporalité des processus de marginalisation. Labiles, fréquemment remises en question et menacées, les marges brésiliennes sont caractérisées par leur instabilité. Celle-ci est d'autant plus forte au Brésil que les processus sociaux, économiques et politiques sont marqués par de rapides mutations. L'entrée du Brésil dans une économie émergente, par exemple, basée sur une forte croissance économique et sur le déploiement de vastes politiques redistributives, a permis, en moins d'une dizaine d'années, une progression fulgurante des classes moyennes et un recul important (bien que fragile) de la pauvreté. La crise économique de 2009 révèle les faiblesses et les limites du modèle économique brésilien centré sur la consommation privée et les exportations. Ce ralentissement de la croissance économique et la persistance de la corruption ont eu des conséquences politiques majeures dans la décennie 2010-2020, entraînant notamment la chute du gouvernement de Dilma Rousseff (2016) et le renforcement d'acteurs politiques situés à l'extrême droite, jusqu'alors situés en marge de l'échiquier politique. Les transformations rapides de la société brésilienne, qui concernent aussi bien la sphère économique que la sphère politique, entraînent des recompositions majeures dans l'administration et la gestion des marges d'une part et dans l'expérience quotidienne de ses habitants d'autre part. Néanmoins, certains mécanismes se caractérisent par leur inertie, à l'image des inégalités sociales, qui contribuent à un renforcement constant des situations de marginalisation (subies ou choisies) plus qu'à l'intégration des zones marginalisées ou à leur résorption.

Le cinquième motif concerne l'ampleur des résistances à la marginalisation au Brésil. L'administration et le contrôle des marges – souvent exercés par la violence – ainsi que les initiatives déployées pour les intégrer davantage se construisent souvent dans la tension. Les inégalités et la ségrégation sociale constituent des entraves à la mobilisation des classes populaires marginalisées. Toutefois, elles n'empêchent pas l'émergence de microrésistances, qui recouvrent différentes formes, allant de moyens d'action discrets relevant de l'infra politique⁴⁵ à des contestations plus ouvertes et directes. Les conflits et les contestations populaires qui naissent depuis les marges illustrent la configuration des rapports de pouvoir entre autorités et populations marginalisées. Comme l'observe Denis Merklen⁴⁶ en Amérique latine, à partir des années 1990, la question sociale s'est progressivement transformée en question urbaine, le quartier populaire cristallisant les inégalités d'accès aux infrastructures et aux services publics. Ainsi, les résistances s'inscrivent le plus souvent dans ces quartiers, qui constituent à la fois des ressources sociales et économiques et des lieux-supports à la contestation. Ces résistances ne sont pourtant pas confinées, mais se déplacent et se rendent visibles dans des espaces plus centraux. Loin d'être anecdotiques, les résistances et les tensions concernant l'appropriation et la « normalisation » des marges contribuent à la recomposition de ces dernières.

⁴⁴ L. C. Palermo, « Notas sobre o poder de agência dos atores sociais em *Anthropology in the margins of the state* », *Revista Cadernos de Estudos Sociais e Políticos*, vol. 4, n° 8, juillet-décembre 2015, p. 61.

⁴⁵ J. Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.

⁴⁶ D. Merklen, *Quartier populaire, quartier politique*, Paris, La Dispute, 2009.

Une approche pluridisciplinaire et multiniveaux de la marginalité

Le choix d'articuler les définitions conceptuelles inspirées notamment de la géographie (marge) et de la sociologie interactionniste (marginalité), pour y adjoindre une réflexion résolument ancrée dans une analyse processuelle du phénomène (marginalisation) constitue l'un des apports théoriques de cet ouvrage, qui s'ajoute aux apports empiriques énoncés précédemment.

Afin de saisir dans leur complexité les processus de marginalisation au Brésil – et d'en tirer des enseignements plus généraux sur la production des marges et les représentations de la marginalité –, nous avons pris le parti de travailler à partir d'une acception épistémologique large. Les auteurs ayant contribué à l'élaboration collective de cet ouvrage ont souhaité rendre compte de la richesse conceptuelle en mixant les deux grands volets définitionnels : l'approche spatiale et l'approche sociologique⁴⁷. Le choix d'articuler les définitions conceptuelles inspirées notamment de la géographie (marge) et de la sociologie interactionniste (marginalité), pour y adjoindre une réflexion résolument ancrée dans une analyse processuelle du phénomène (marginalisation), constitue l'un des apports théoriques de cet ouvrage, qui s'ajoute aux apports empiriques énoncés précédemment. Tandis que les géographes considéraient la manière dont les représentations sociales marquent les territoires, les sociologues et autres politologues prenaient en compte les logiques territoriales pour analyser les rapports de pouvoir et les représentations de la marginalité. Tous se sont attachés à penser ces imbrications à partir d'un matériel empirique dense et ancré dans une connaissance approfondie de leurs terrains d'enquête. Les enquêtes qualitatives ont été privilégiées par la plupart des contributeurs (à travers les entretiens et observations notamment), afin de restituer le plus fidèlement possible les représentations, les perceptions et les interactions sociales, éléments centraux dans la compréhension des phénomènes de marginalisation. Les données interprétées qualitativement sont, dans plusieurs chapitres, complétées par des supports cartographiques ou visuels inédits.

Nous avons également opté pour une perspective d'ensemble résolument pluridisciplinaire, qui mobilise les regards de la géographie, de la sociologie, de l'anthropologie, de la science politique, des relations internationales, de l'histoire, du droit et de l'économie. Cette volonté d'ouverture constitue bien sûr un défi scientifique, dans un contexte universitaire marqué par un cloisonnement croissant et une tendance à la spécialisation autour de niches sous-disciplinaires. Mais au terme de cette expérience, nous demeurons plus que jamais convaincus de la richesse d'une telle approche. Les croisements et les agencements disciplinaires contribuent à une révision analytique du concept de marge et à un décloisonnement de son usage, encore trop souvent cantonné à des traditions disciplinaires pensées comme hermétiques.

⁴⁷ L'ouvrage fait suite à deux années de réflexions collectives, dans le cadre d'un séminaire intitulé « Marges, pouvoir et société au Brésil », organisé à l'Université libre de Bruxelles entre janvier 2019 et mars 2020. Les auteurs remercient la Faculté de philosophie et sciences sociales, le Centre d'études de la vie politique (CEVIPO) et le Centre d'étude des Amériques (AmericaS) de l'ULB pour leur soutien.

Cette hybridation conceptuelle permet de cerner quatre éléments en particulier : 1) les discours et les représentations dominantes qui façonnent les marges et sous-tendent les phénomènes de marginalisation, variables selon les territoires et les contextes sociohistoriques ; 2) les pratiques de relégation sociospatiale qui découlent de la stigmatisation ; 3) la façon dont les acteurs mis en marge se saisissent des représentations portées à leur égard et tentent de faire évoluer les frontières cognitives et spatiales de la marginalité ; 4) les pratiques des acteurs visant à déconstruire et contester les logiques de relégation et de mise à l'écart qu'ils subissent. Ces quatre éléments nourrissent les réflexions du présent ouvrage. La première partie revient sur la construction historique des marges au Brésil, pour souligner les dynamiques territoriales de marginalisation. Les chapitres de cette partie articulent différents niveaux et temporalités d'analyse : les réflexions d'envergure nationale sur le long terme ouvrent la voie à des analyses régionales (Amazonie) et à des études de cas plus spécifiques (barrages de Belo Monte, désastre écologique du Rio Doce, territoires *quilombos* dans la baie d'Aratú à Salvador de Bahia). La deuxième partie s'intéresse plus directement à la gouvernance et à la (re)production des marges, dans des contextes essentiellement – mais pas exclusivement – urbains, avec une attention particulière portée aux dynamiques de production et de réhabilitation des « marges urbaines » dans les métropoles de São Paulo et de Rio de Janeiro. La troisième partie s'intéresse aux pratiques de résistance à la marginalisation et aux actions orientées vers une requalification des marges. Les revendications intersectionnelles, la mobilisation d'habitants contre les projets de déplacement de populations, les performances artistiques comme le théâtre populaire ou le *street art* subversif ou encore la pratique du football par les femmes, illustrent la manière dont des groupes sociaux questionnent les rapports à la marginalité socialement dominants au Brésil. Enfin, la quatrième partie explore certaines représentations de la marginalité et l'ambiguïté des rapports à la marginalisation dans la politique nationale et étrangère du Brésil. Au niveau interne, deux chapitres explorent les aspects changeants des processus de marginalisation politique autour de la destitution de Dilma Rousseff (2016) : l'un s'intéresse à la manière dont les mouvements de droite pro-destitution sont passés de contre-publics à faiseurs d'opinions ; l'autre analyse au contraire comment les militants du Parti des travailleurs (PT) se sont sentis mis en marge à la suite de cette séquence politique. Sur la scène internationale, l'affirmation de la puissance brésilienne a également été marquée par un rapport fluctuant à la marginalité. Sous le régime militaire, le pays est même volontairement resté en marge du Conseil de sécurité des Nations unies. Plus récemment, la « diplomatie de marge » du gouvernement Bolsonaro a mis en lumière l'ambivalence du rapport à la marginalisation dans les relations internationales.